

## BREVES HEBDOMADAIRES

## CHINE CONTINENTALE

ECHANGES ET POLITIQUE COMMERCIALE ([ici](#))

**Relations UE-Chine** : 12ème Sommet du dialogue Europe-Asie (ASEM) à Bruxelles et discours de Li Keqiang

**Relations US-Chine** : publication d'un rapport américain évaluant l'impact social du déficit commercial des États-Unis vis-à-vis de la Chine

**Défense commerciale** : mesures anti-dumping américaines préliminaires sur les importations de certaines roues en acier originaires de Chine

**Politique commerciale** : la Chine et la Palestine s'accordent sur un lancement des négociations pour un Accord de libre-échange

INDUSTRIE ET NUMERIQUE ([ici](#))

**TIC** : Huawei tente de rassurer les autorités allemandes en vue de la vente aux enchères du spectre pour la 5G dans le pays

**TIC** : China Mobile prévoit de renforcer sa présence dans la Silicon Valley avec un nouveau centre de données

**TIC** : Alibaba Cloud annonce l'ouverture de deux centres de données au Royaume-Uni pour accélérer le développement de son cloud public en Europe

**Automobile** : Daimler et Geely lancent un service de VTC premium en Chine

**Industrie du cinéma** : la Chine diffuse de plus en plus de films étrangers dans ses cinémas malgré les quotas

**TIC** : STMicroelectronics voit ses actions chuter en raison d'un ralentissement de la demande chinoise

DEVELOPPEMENT DURABLE, ENERGIE ET TRANSPORTS ([ici](#))

**Développement durable** : le Conseil des affaires d'Etat publie des recommandations en faveur de la protection de la biodiversité du fleuve Yangtze

**Energie** : le Conseil mondial de l'énergie publie son rapport de notation de la performance énergétique mondiale, le Trilemma Index 2018

HONG KONG et MACAO ([ici](#))

**Intégration régionale** : inauguration par Xi Jinping le 23 octobre, en présence de la Cheffe de l'Exécutif Carrie Lam, du pont le plus long du monde reliant Hong Kong à Zhuhai et Macao

## ECHANGES ET POLITIQUE COMMERCIALE

### Relations UE-Chine : 12<sup>ème</sup> Sommet du dialogue Europe-Asie (ASEM) à Bruxelles et discours de Li Keqiang

Les dirigeants de 51 pays européens et asiatiques ont participé, les 18 et 19 octobre, au 12<sup>ème</sup> Sommet du dialogue Europe-Asie, organisé cette année à Bruxelles. Couvrant une large variété de sujets (politique étrangère, sécurité, connectivité, etc.), le Sommet a accordé une place importante aux questions économiques et commerciales. Le Premier ministre Li Keqiang, qui représentait la Chine, a jugé, lors de son discours, que l'Asie et l'Europe étaient « toutes deux confrontées aux sérieuses conséquences de l'unilatéralisme ». Face à cela, M. Li rappelle l'intérêt commun qu'ont les Asiatiques et les Européens à s'opposer à « toutes les formes de protectionnisme » et à soutenir le régime commercial multilatéral fondé sur les règles. Mentionnant le groupe de travail UE-Chine sur la réforme de l'OMC, le Premier ministre chinois a souligné que « des réformes et ajustements peuvent être apportés aux règles actuelles », mais que cela ne signifie pas « repartir de zéro ». Plus particulièrement, selon lui, trois conditions doivent être respectées : la sauvegarde des principes fondamentaux de l'OMC (« tels que le libre-échange »), la prise en compte des « intérêts et des inquiétudes de toutes les parties », et le maintien d'une attention spéciale aux droits et intérêts des pays en développement. Selon la déclaration de la présidence publiée à l'issue du Sommet, les 51 chefs de délégation ont « souligné le besoin de renforcer et réformer l'OMC pour l'aider à s'adapter à de nouveaux défis, et à renforcer sa transparence ainsi que ses fonctions de transparence et de suivi (*monitoring*), de règlement des différends et d'édiction des règles (*rule-making*) ». Si les Sommets ASEM se concluent systématiquement par une déclaration de la présidence, celle-ci s'accompagne parfois d'une déclaration conjointe, comme à Oulan-Bator en 2016 ou à Vientiane en 2012. Cela n'a pas été le cas cette année.

[Lire le discours de Li Keqiang](#)

[Lire la déclaration de la présidence](#)

### Relations US-Chine : publication d'un rapport américain évaluant l'impact social du déficit commercial des États-Unis vis-à-vis de la Chine

L'*Economic Policy Institute*, think tank américain proche des organisations syndicales, a publié le 23 octobre un rapport (« *The China toll deepens* ») visant à évaluer l'impact en termes d'emplois du creusement du déficit commercial des États-Unis vis-à-vis de la Chine depuis l'adhésion de cette dernière à l'OMC en 2001. L'étude se fonde sur la méthodologie suivante : pour chaque secteur industriel, les auteurs identifient de manière empirique les « besoins de main d'œuvre » (*labor requirement*) pour la production d'une certaine quantité de biens. Sur cette base, les auteurs établissent un différentiel entre, d'une part, le nombre « d'opportunités d'emplois perdues » du fait de la substitution de la production locale par des importations en provenance de Chine et, d'autre part, le nombre « d'emplois gagnés » grâce aux exportations vers la Chine génératrices de production aux États-Unis. La première observation des auteurs est que, entre 2001 et 2017, le déficit commercial des États-Unis vis-à-vis de la Chine s'est creusé de plus de 290 Mds USD, (il est passé de 83 Mds USD à 375 Mds USD). Ce creusement se traduit, selon l'étude, à la fois par des destructions d'emplois existants et par la non-réalisation d'opportunités d'emplois, si bien que les auteurs évoquent une perte totale de 3,4 millions d'emplois. D'un point de vue sectoriel, estime l'EPI, 75% des emplois (existants et potentiels) détruits concernent l'industrie : TIC (1,2 M) loin devant l'habillement (170 000) et la métallurgie (140 000). Au total, les pertes d'emplois (existants et potentiels) liées au creusement du déficit commercial avec la Chine depuis 2001 équivalent à 80% des destructions d'emplois industriels



aux USA sur la période. Les secteurs de l'agriculture (75 000) et des hydrocarbures (4 000) auraient, eux, bénéficié de créations d'emplois générées grâce aux exportations américaines vers la Chine.

[Lire le rapport de l'Economic Policy Institute](#)

### **Défense commerciale : mesures anti-dumping américaines préliminaires sur les importations de certaines roues en acier originaires de Chine**

Le ministère du Commerce américain (DoC) a annoncé, le 24 octobre, l'imposition à titre provisoire de droits anti-dumping de 232% à l'importation de certaines roues en acier originaires de Chine. Au mois d'août, le DoC avait déjà décidé de l'imposition provisoire de mesures anti-subsidies variant entre 59% et 172,5% sur ces mêmes produits, qui représentaient 388 M USD d'importations l'année dernière. Les résultats définitifs de ces deux enquêtes seront annoncés par le DoC début janvier 2019.

[Lire le communiqué du DoC](#)

### **Politique commerciale : la Chine et la Palestine s'accordent sur un lancement des négociations pour un Accord de libre-échange**

Le 23 octobre 2018, à l'occasion de la tournée du vice-président chinois Wang Qishan au Moyen-Orient, la Palestine et la Chine ont conclu un protocole d'accord (MoU) annonçant le lancement formel des négociations pour un Accord de libre-échange (ALE). Cette annonce fait suite à la conclusion, en juillet, d'une étude faisabilité lancée en novembre 2017. Selon le ministère chinois du Commerce (MofCom), « les deux parties se sont accordées pour viser une conclusion rapide » des négociations.

*Retour au sommaire ([ici](#))*



## INDUSTRIE ET NUMERIQUE

### **TIC : Huawei tente de rassurer les autorités allemandes en vue de la vente aux enchères du spectre pour la 5G dans le pays**

Huawei va ouvrir le 16 novembre à Bonn un laboratoire spécialisé dans la sécurité, qui permettra notamment la vérification des codes sources (et donc de vérifier l'existence de vulnérabilités comme des back doors) par les autorités allemandes. Il s'agit pour l'équipementier chinois de gagner la confiance des régulateurs allemands avant que le pays n'entame la vente aux enchères pour l'attribution du spectre mobile de la 5G. Cette décision intervient alors que les Etats-Unis suivi de l'Australie ont respectivement interdit pour des mesures de sécurité l'utilisation des produits Huawei par leurs administrations et dans le cadre leurs réseaux 5G. Au mois de septembre, l'Inde a également exclu Huawei de sa liste de partenaires pour le développement de son réseau 5G.

Pour mémoire, Bonn est la ville où se trouve le bureau fédéral allemand de la sécurité de l'information ainsi que le siège de l'opérateur télécom Deutsche Telekom qui dispose déjà de liens commerciaux avec Huawei. L'Allemagne n'a pas d'équipementier télécom et doit faire intervenir des entreprises étrangères pour l'installation de son réseau 5G. La construction de ce dernier devrait atteindre 80 Mds EUR, une véritable opportunité pour l'équipementier chinois détenant actuellement 28% du marché mondial et en concurrence directe avec Ericsson, Nokia, ZTE et Samsung.

### **TIC : China Mobile prévoit de renforcer sa présence dans la Silicon Valley avec un nouveau centre de données**

L'opérateur mobile chinois prévoit d'installer un centre de données ainsi que des bureaux au sein de la Silicon Valley. Ces nouvelles infrastructures lui permettront de proposer des services cloud aux entreprises comme aux particuliers. Le projet reste encore à être approuvé par les autorités locales américaines. Il s'agit d'une tentative du groupe de s'imposer sur le sol américain alors qu'au mois de juillet, le département du commerce américain avait recommandé à la commission fédérale des communications de rejeter une demande de China Mobile datant de 2011 pour une licence lui permettant de vendre des téléphones portables et de proposer certains de ses services.

China Mobile possède déjà 15 centres de données en dehors de la Chine continentale. Pour mémoire, l'entreprise est le premier opérateur au monde en termes d'abonnés (plus de 902 millions abonnés en juin 2018). China Telecom et China Unicom, les deux autres principaux opérateurs chinois possèdent également des bureaux au sein de la Silicon Valley.

### **TIC : Alibaba Cloud annonce l'ouverture de deux centres de données au Royaume-Uni pour accélérer le développement de son cloud public en Europe**

Alibaba Cloud, la branche spécialisée dans l'infrastructure cloud du géant du e-commerce Alibaba, va installer deux nouveaux centres de données à Londres en partenariat avec l'opérateur télécoms britannique BT. Il s'agit du deuxième centre de données en Europe après celui ouvert en 2016 à Francfort en partenariat avec l'opérateur télécoms Vodafone. Il fournira entre autres des services de stockage, d'analyse et de support de sites.

Pour mémoire, Alibaba Cloud représentait en 2017 5% du CA d'Alibaba, soit 2 M RMB (0,25 M EUR ; +103% par rapport à 2016). Alibaba Cloud est le 5ème plus grand fournisseur de service cloud au

monde après Amazon, Microsoft, Google, et IBM. En dehors de la Chine, l'entreprise propose déjà des services dans plusieurs pays dont : les Etats-Unis, l'Allemagne et le Japon. L'Europe est un marché prometteur pour le groupe puisqu'elle représente 20% du marché mondial de l'infrastructure cloud. Selon Yeming Wang, le patron d'Alibaba Cloud Europe, elle offre un potentiel de croissance de 20 à 30% par an. Le marché européen est actuellement dominé par Amazon Web Services et Microsoft Azure.

### **Automobile : Daimler et Geely lancent un service de VTC premium en Chine**

Daimler et le groupe auto chinois Geely s'associent pour proposer dès 2019 un service de VTC premium dans plusieurs villes chinoises. Cette co-entreprise est la première coopération des deux constructeurs depuis que le propriétaire de Geely, Li Shifu, a acquis courant février près de 10% des parts de Daimler, en devenant ainsi le principal actionnaire.

Le marché des véhicules avec chauffeurs (VTC) est dominé en Chine par Didi, qui avait racheté en 2016 les opérations d'Uber dans le pays. L'offre commune, qui doit encore être approuvée par les autorités de la concurrence, s'appuiera dans un premier temps sur les voitures de Mercedes-Benz et de Maybach, deux marques de Daimler. Fondé en 1986 et principal groupe automobile chinois à capitaux privés, Geely s'est distingué ces dernières années par l'acquisition en 2010 du suédois Volvo Cars.

### **Industrie du cinéma : la Chine diffuse de plus en plus de films étrangers dans ses cinémas malgré les quotas**

Actuellement, le nombre de films étrangers pouvant être visionnés dans les cinémas chinois est limité à 34 par les autorités. Cependant, selon le cabinet d'analyse britannique IHS Markit, 40 films étrangers auraient été visionnés en Chine en 2017. Cette situation peut s'expliquer par la volonté de Pékin de générer davantage de revenu au box-office, alors qu'en 2016, le taux de croissance des ventes de billets de cinéma n'avait atteint que 3,6% contre 48% l'année précédente. La production locale ne serait donc pas suffisante pour satisfaire la demande.

L'accord entre Hollywood (négociations conduites par *Motion Picture Association of America*, l'association interprofessionnelle américaine qui défend les intérêts des six plus grands studios hollywoodiens et le département du commerce américain) et la Chine fixant le nombre de films étrangers pouvant être diffusés a expiré l'année dernière. Un nouvel accord n'a pas encore été établi en raison des tensions liées à la guerre commerciale. Actuellement, les studios de production étrangers ne perçoivent en Chine que 25% des revenus du box-office (contre 40% pour les autres marchés), le reste allant aux studios de production chinois.

### **TIC : STMicroelectronics voit ses actions chuter en raison d'un ralentissement de la demande chinoise**

Les actions du fabricant franco-italien de semi-conducteurs, fournisseur de Tesla et Apple, ont chuté après que le groupe a signalé un ralentissement de la demande chinoise. Si STMicroelectronics n'a pas précisé les raisons derrière l'évolution de la demande chinoise pour les semi-conducteurs, elle peut être attribuée au ralentissement du taux de croissance du pays depuis 2014. Par ailleurs, le groupe risque de voir une concurrence locale croissante en raison des objectifs industriels que se sont fixés les autorités chinoises dans ce secteur (voir paragraphe ci-dessous). STMicroelectronics est basé à



Shanghai en Chine et opère à la fois indépendamment et dans le cadre d'une coentreprise dont l'entreprise détient la majorité des parts (le partenaire chinois Shenzhen electronics détient 40% de la JV Shenzhen STS Microelectronics). Les bénéfices du groupe franco-italien s'élevaient à 802 M USD (+19,7%; 705 M EUR ) en 2017.

Pour mémoire, la Chine est le premier pays consommateur de semi-conducteurs avec plus de 50% de la demande mondiale. Les semi-conducteurs sont perçus comme stratégiques par le pays car nécessaires pour la montée en gamme de l'industrie. Afin d'atteindre ses objectifs industriels et réduire sa dépendance vis-à-vis des importations étrangères (notamment américaines et coréennes), les autorités chinoises ont mis en place en 2014 un fonds public-privé de 18 Mds EUR afin de permettre l'émergence de champions nationaux dans ce secteur, notamment à travers la consolidation des acteurs chinois et en finançant le rachat d'entreprises étrangères par des acteurs locaux.

*Retour au sommaire ([ici](#))*

## DEVELOPPEMENT DURABLE, ENERGIE ET TRANSPORTS

### **Développement durable : le Conseil des affaires d'Etat publie des recommandations en faveur de la protection de la biodiversité du fleuve Yangtze**

La « Ceinture du Yangtze » est une zone économique clé pour la Chine dont le développement économique et environnemental figure parmi les priorités du 13<sup>ème</sup> plan quinquennal. S'étendant de la province du Yunnan jusqu'à Shanghai sur une superficie de 2 millions de km<sup>2</sup>, la région composée de 9 provinces et de 2 municipalités autonomes (Chongqing et Shanghai) rassemble 40% de la population chinoise et représente 45% de son produit intérieur brut. Elle concentre 36% des ressources chinoises en eau et fournit l'eau potable pour près de 400 millions de personnes. Pour autant, la région fait face à de nombreux défis écologiques et reste très exposée aux catastrophes naturelles. Les inondations auraient causé près de 300 Mds USD de dégâts depuis 1980, soit 75% du total des dégâts dus aux inondations en Chine.

Le 15 octobre, le Conseil des affaires d'Etat a publié des recommandations sur le développement économique et environnemental de la région en vue d'en renforcer la protection de la biodiversité terrestre et aquatique et les ressources en eau. De l'interdiction de la pêche dans le Yangtze jusqu'à la restauration des écosystèmes forestiers, le document regroupe une liste de mesures opérationnelles à mettre en place par les gouvernements locaux.

Par ailleurs, la Banque asiatique de développement (BAD) a annoncé fin septembre un prêt de 150 M USD pour améliorer la gestion des crues, la qualité des ressources en eau et la conservation des écosystèmes le long du Yangtze près de Chongqing en complément d'un financement des gouvernements locaux de 229 M USD.

Ce prêt s'inscrit dans le cadre d'un programme de développement plus global de la BAD de 2 Mds USD au bénéfice de la ceinture du Yangtze.

[Voir les remarques du conseil d'Etat \(en chinois\)](#)

### **Energie : le Conseil mondial de l'énergie publie son rapport de notation de la performance énergétique mondiale, le *Trilemma Index 2018***

Le Conseil mondial de l'énergie (CME) est un réseau représentant plus de 3000 organisations publiques et privées de plus de 90 pays, dont la mission est de promouvoir la fourniture et l'utilisation durables de l'énergie. Il vient de publier le rapport *Trilemma Index 2018* qui vise à noter la performance énergétique de chaque pays selon trois critères : la sécurité (sécurisation des sources d'énergie et de l'approvisionnement), l'équité (accessibilité, qualité, compétitivité) et la durabilité écologique (productivité énergétique, émissions de gaz à effet de serre dont CO<sub>2</sub>). Selon cette notation, la France se place au 10<sup>ème</sup> rang.

De son côté, la Chine ressort à la 78<sup>ème</sup> position, en progression de 8 places par rapport à 2017, améliorant fortement son score en matière de sécurité énergétique, mais restant à des résultats plus modestes en termes d'équité et de durabilité écologique. Par exemple, certaines régions rurales n'ont été connectées au réseau électrique que récemment grâce au plan national « Electricité pour tous » lancé en 2012 et il reste encore à optimiser leurs sources d'électricité.



Concernant la durabilité écologique, les efforts de la Chine en matière de transition énergétique vers des sources renouvelables sont salués. Parmi eux figure la construction d'un réseau énergétique de lignes à ultra haute tension (*Ultra High Voltage* - UHV) pour connecter les sources d'énergies renouvelables implantées à l'ouest aux zones de fortes demandes énergétiques de l'est. Cependant la Chine demeure le premier émetteur mondial de gaz à effet de serre (24% des émissions mondiales en 2017), même si l'intensité carbone de son économie a baissé de 40% par rapport à 2005, lui permettant d'ores et déjà d'atteindre les objectifs que le pays s'était fixé pour 2020.

Enfin, selon le rapport, une montée en gamme technologique pourrait permettre à la Chine de résoudre en partie ses problèmes énergétiques, notamment en matière d'efficacité énergétique.

[Voir le rapport du Conseil mondial de l'énergie](#)

[Retour au sommaire \(ici\)](#)

## HONG KONG et MACAO

### Intégration régionale : inauguration par Xi Jinping le 23 octobre, en présence de la Cheffe de l'Exécutif Carrie Lam, du pont le plus long du monde reliant Hong Kong à Zhuhai et Macao

Cet ouvrage d'une longueur totale de 55 km au-dessus de l'estuaire de la rivière des Perles, qui comprend un tunnel sous-marin long de 6,7 km, relie l'île de Lantau, la plus grande du territoire hongkongais, à la ville de Chine continentale de Zhuhai, elle-même reliée à la région administrative spéciale et ancien territoire portugais de Macao. Le projet a donné lieu à la construction sur la portion hongkongaise d'une île artificielle de 130 hectares devant abriter les bureaux de douane hongkongais, pour un coût de 4,5 Mds USD. Ce pont permettra de réduire de moitié le temps de trajet entre le centre-ville de Hong Kong et Zhuhai, de 3h30 à 1h15. La construction de ce pont, le plus difficile d'un point de vue technique jamais réalisé en Chine, ne fait cependant pas l'unanimité à Hong Kong, où elle a été critiquée en raison de son coût très important ainsi que des dépassements qu'elle a engendrés. Son coût total est estimé à 17,3 Mds USD, dont 50% pris en charge par Hong Kong, 37,5% par Zhuhai et 12,5% par Macao, selon l'accord tripartite conclu en 2010 entre les trois gouvernements. Sa construction, débutée en 2009, a par ailleurs souffert de retards importants et le pont a été critiqué jusque dans son principe même, puisque des liaisons aériennes et maritimes directes existent déjà entre Hong Kong et Macao. Bouygues, implanté de longue date dans la région administrative spéciale de Hong Kong, a été à travers ses filiales Dragages et VSL International l'un des cocontractants à la section hongkongaise du projet, en charge d'un tronçon de 9,4 km. 2300 véhicules (dont 1150 véhicules privés) auraient emprunté le pont sur la première journée, les estimations des autorités étant de 29 000 véhicules par jour à l'horizon 2030. La plupart des observateurs estiment que ce pont aura un impact positif sur le tourisme, secteur qui représente 5% du PIB de Hong Kong. L'aéroport de Hong Kong, déjà 1<sup>er</sup> au monde pour le fret et 8<sup>e</sup> pour le trafic passager, devrait également bénéficier de la réalisation de cet ouvrage dans la mesure où le temps de trajet entre l'aéroport et Zhuhai tombera de 4 heures à 45 minutes. La construction de ce pont fait partie, avec la ligne de train à grande vitesse reliant Hong Kong et Canton entrée en service le 23 septembre 2018 et le projet de 7<sup>ème</sup> point de passage transfrontalier entre Hong Kong et Shenzhen, d'une série de projets d'infrastructure récemment complétés ou projetés qui relient Hong Kong à la Chine continentale.

*Retour au sommaire ([ici](#))*

#### Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du S.E.R. (adresser les demandes à [pekin\[at\]dgtresor.gouv.fr](mailto:pekin[at]dgtresor.gouv.fr)).

#### Clause de non-responsabilité

Le SER s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.



**Auteur :** S.E.R. de Pékin et Service Economique de Hong Kong

**Adresse :** N°60 Tianzelu, Liangmaqiao, 3e quartier diplomatique, district Chaoyang, 100600 BEIJING – PRC, CP 100600

**Rédigé par :** Anne-Victoire Maizière, Camille Bortolini, Furui Ren, Antoine Bernez, Rodolphe Girault

**Revu par :** Pierre Martin, Philippe Bouyoux, Jean-Philippe Dufour, Valérie Liang-Champrenault

**Responsable de publication :** Philippe Bouyoux